

Cote du document: EB 2020/130/INF.5  
Date: 14 septembre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## **Discours d'ouverture du Président, Gilbert F. Houngbo**

Conseil d'administration — Cent trentième session  
Rome, 8-11 septembre 2020

---

**Pour: Information**

## **Discours d'ouverture du Président, Gilbert F. Houngbo**

Bienvenue à cette cent trentième session du Conseil d'administration du FIDA.

Pour commencer, permettez-moi de saluer tout particulièrement les nouveaux représentants:

Pour l'Italie: M. Gian Paolo Ruggiero, Directeur des relations financières internationales au Ministère de l'économie et des finances de la République italienne. Nous lui souhaitons également bienvenue dans ses fonctions de président du Comité d'audit.

Pour la Suède: M. Petter Nilsson, Conseiller et Représentant permanent adjoint de la Suède auprès du FIDA.

J'ai également le plaisir de présenter les nouveaux membres de la haute direction du FIDA, qui complètent l'équipe de direction.

M. Dominik Ziller a rejoint le FIDA au mois d'août en qualité de Vice-Président, après avoir exercé les fonctions de Directeur général du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement. Dominik a également été Gouverneur du FIDA pour l'Allemagne de juin 2017 à juillet 2020.

Mme Meike van Ginneken a été nommée Vice-Présidente adjointe responsable du Département de la stratégie et des savoirs. Elle prendra ses fonctions en octobre. Mme van Ginneken occupait jusqu'ici le poste de Directrice générale de l'organisation néerlandaise de développement SNV. Avant d'exercer ces fonctions, elle a occupé divers postes de direction à la Banque mondiale, à Washington et dans des bureaux extérieurs.

M. Charles Tellier – notre nouveau Directeur et Chef de cabinet – a pris ses fonctions au FIDA hier, après avoir travaillé à l'Agence française de développement à Paris, où il dirigeait la Division Fragilités, crises et conflits.

J'ai également le plaisir d'annoncer la nomination de M. Alberto Cogliati, qui rejoint le FIDA en qualité de Responsable en chef de la gestion des risques et Directeur du Bureau de la gestion des risques institutionnels. Lui aussi a rejoint son poste hier. Il exerçait les fonctions de Conseiller principal à la Direction des relations internationales du Département du Trésor du Ministère italien de l'économie et des finances. Il a également été représentant de l'Italie au Conseil d'administration du FIDA et président du Comité d'audit de février 2017 à septembre 2019.

Mme Hélène Papper a rejoint le FIDA en juillet en qualité de Directrice de la Division des communications. Hélène travaillait auparavant pour le Département de la communication globale de l'Organisation des Nations Unies, où elle occupait le poste de Directrice du Centre d'information des Nations Unies pour la Colombie, l'Équateur et la République bolivarienne du Venezuela, basé à Bogota. Spécialiste des stratégies en situation de conflit et d'après-conflit, elle fait autorité grâce à sa vaste expérience dans le domaine de la diplomatie, du plaidoyer et des communications.

La vidéo que nous venons de voir (<https://youtu.be/7jAlgqbltU>) nous rappelle pourquoi nous sommes là et pour qui nous œuvrons: les femmes, les enfants et les hommes du monde rural auxquels nous venons en aide.

Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de renforcer la résilience, les revenus, la sécurité alimentaire et le capital social des 3,4 milliards de ruraux que compte la planète, afin de faire face non seulement à la pandémie, mais aussi aux changements climatiques, à l'inadaptation des systèmes alimentaires, aux conflits et à la fragilité.

Depuis notre dernière rencontre, face à la COVID-19, le FIDA est passé d'une riposte au coup par coup à une riposte systématique. Le personnel s'est adapté rapidement au nouveau quotidien que constitue l'environnement de travail Zoom, et les opérations se sont poursuivies aussi bien que possible, les interruptions restant limitées.

Au niveau de l'institution, la santé et la sécurité de notre personnel et de nos collègues demeurent notre principal souci.

Sur le plan opérationnel, nous n'avons pas perdu de temps pour agir. En deux mois, nous avons approuvé près de 24 millions d'USD en faveur de 30 projets qui constituent une réponse directe à la crise provoquée par la COVID-19.

Nous avons en outre mené une trentaine d'études portant sur les répercussions de la COVID-19 afin de contribuer à éclairer la définition des mesures à prendre.

À ce jour, nous avons approuvé la réorientation de financements à hauteur de 106 millions d'USD dans 30 pays. Cette somme est consacrée pour l'essentiel à l'achat et la distribution de semences et d'engrais aux paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance.

Durant la session d'avril du Conseil d'administration, nous avons longuement évoqué le fait que la situation qui découle de la COVID-19 pouvait parfois exiger que la direction et le Conseil d'administration prennent des mesures qui sortent de l'ordinaire. Nous sommes aujourd'hui en présence d'un cas concret: il s'agit d'un programme d'intervention d'urgence face à la COVID-19 au Ghana, à financer au moyen de l'allocation accordée à ce pays au titre du Système d'allocation fondé sur la performance. Ce programme nécessite l'approbation rapide du Conseil d'administration, dans des délais serrés. Nous apporterons des précisions à l'occasion de l'examen du point de l'ordre du jour consacré à la COVID-19.

La supervision des projets est un domaine préoccupant – il s'agit de savoir si nous sommes vraiment en mesure d'être aussi efficaces en la matière qu'avant la survenue de la COVID-19. Toutefois, nous avions commencé à investir dans des missions de supervision à distance avant la COVID-19, ce qui nous a permis de réaliser 13 conceptions à distance et 59 missions de supervision et d'appui à distance depuis le début de la pandémie.

La COVID-19 montre à quel point il est important de développer et de poursuivre les investissements dans ce domaine. Mais elle met également en lumière la nécessité d'investir en temps normal, afin d'être en mesure de riposter plus vigoureusement lorsque la crise nous frappe.

L'agriculture de précision est un autre domaine qui exige des investissements plus massifs. Les technologies numériques permettent d'accéder à des informations agricoles personnalisées exploitables en temps réel, en particulier lorsque les agents de vulgarisation ne peuvent être présents aux côtés des agriculteurs. Elles permettent aux petits producteurs d'utiliser leurs ressources naturelles, humaines et financières avec plus d'efficacité et d'efficience.

L'agriculture de précision est particulièrement en phase avec l'ambition du FIDA d'être plus efficace et plus efficient et d'obtenir des résultats plus solides. Elle peut également permettre de produire des données importantes, susceptibles de contribuer à orienter la formulation des politiques et les investissements ciblés dans l'agriculture.

D'ici quelques minutes, nous aurons l'occasion de débattre de cette question de manière approfondie. Nous sommes impatients de connaître vos points de vue et d'obtenir vos conseils quant à la façon dont vous considérez que le FIDA doit aller de l'avant en ce qui concerne l'agriculture de précision.

Comme il est de coutume au cours de la session de septembre du Conseil d'administration, nous allons débattre de notre budget, qui comprend un objectif de report de crédits de 10%. Permettez-moi d'en expliquer les raisons.

Pour 2021, nous prévoyons un certain nombre de dépenses exceptionnelles (non récurrentes) pour financer la réalisation de plans déjà approuvés par la direction ou par le Conseil d'administration. Il s'agit en particulier des coûts non récurrents spécifiques correspondant à l'opération de réaffectation et de mobilité actuellement en cours qui, pour des raisons évidentes, a débuté avec plusieurs mois de retard compte tenu de la situation liée à la COVID-19. Les dépenses supplémentaires liées aux réaffectations, dont nous nous attendions à ce qu'elles soient supportées en 2020, vont maintenant être engagées en 2021. Il en va de même pour plusieurs activités du Département de la stratégie et des savoirs – comme l'évaluation de l'impact, qui n'a pas pu se dérouler au rythme prévu en raison de la situation due à la COVID-19 – qui vont naturellement déborder sur 2021.

Comme je l'ai indiqué plus tôt, après avoir consacré les deux dernières années au renforcement de la gestion globale des risques au FIDA – non seulement la gestion du risque financier, mais la gestion globale des risques au niveau de l'institution – nous commençons maintenant à mettre en pratique les résultats de ce travail avec la mise en place du nouveau Bureau de la gestion des risques institutionnels et la mise en œuvre des exigences correspondantes début 2021.

Nous reviendrons jeudi sur un autre sujet important – à savoir la procédure de notation de crédit qui est en cours, dont les résultats seront certainement disponibles avant la fin de l'année. Comme pour toute activité de notation de crédit, certaines normes minimales doivent être respectées, sur le plan de la gouvernance, pour assurer la viabilité financière, etc. Cela suppose notamment de faire preuve d'humilité, parce que, à la fin d'une procédure de notation, les agences spécialisées sont susceptibles de formuler des recommandations auxquelles la direction doit donner suite. Toutes ces activités s'inscrivent dans le cadre des dépenses exceptionnelles qui seront financées au moyen du report de crédits de 10% qui constitue notre objectif. Je dis bien "objectif" parce que nous ne tenons pas l'approbation de ce report pour acquise.

Nous allons également débattre du Cadre d'emprunt intégré. Il est utile de rappeler que si les reconstitutions des ressources seront toujours l'élément central du financement et des opérations du FIDA, il est incontestable que nous devons impérativement faire plus, que le FIDA doit faire plus.

En complément des emprunts contractés auprès d'États membres ou d'institutions financées par un État, nous prévoyons d'emprunter auprès d'investisseurs institutionnels privés qui sont en accord avec notre mission, nos priorités et nos valeurs.

Je tiens à être clair: nous n'avons nullement l'intention de nous lancer dans les emprunts sur les marchés dans l'immédiat, mais nous avons en revanche besoin de faire savoir aux prêteurs potentiels – dont ceux auprès desquels nous empruntons déjà, comme l'Agence française de développement et la Banque de développement KfW – que l'assise financière du FIDA est saine et qu'il dispose d'une note de crédit officielle.

Nous allons également discuter des dernières éditions du Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA, du Rapport sur l'efficacité du FIDA en matière de développement et du Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction, qui font état de résultats positifs. Ces rapports montrent notamment que quelque 132 millions de ruraux pauvres ont bénéficié des projets appuyés par le FIDA en 2019 et que les projets sont jugés très solides au stade de la conception. Dans l'ensemble, les projets donnent satisfaction, en particulier dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.

En revanche, je suis aussi tout à fait conscient que selon ces rapports, il est encore nécessaire d'intensifier les efforts dans des domaines tels que la durabilité et l'efficience, et en matière de performance des pouvoirs publics.

Le Bureau indépendant de l'évaluation et la direction du FIDA se sont engagés à tirer les enseignements de ce constat et à agir en conséquence, et à faire en sorte qu'à l'avenir, ces rapports soient conformes aux pratiques optimales.

Nous allons également vous présenter un rapport sur un point qui figure en permanence à l'ordre du jour, à savoir la stratégie adoptée par le FIDA pour prévenir le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles.

À cet égard, permettez-moi d'affirmer sans ambages que ni la maltraitance, ni le racisme, ni la discrimination ne seront tolérés au FIDA, que ce soit en raison du sexe, de l'âge, de la race, de la religion ou du handicap, ou pour quelque autre motif; cela vaut aussi bien pour les populations aux côtés desquelles nous travaillons qu'au sein de l'organisation que j'ai le privilège de diriger.

Nous avons mis en place un plan de lutte contre les discours de haine. Dans les prochains mois, nous allons réaliser une enquête à l'échelle du FIDA qui comprendra des questions portant plus particulièrement sur le racisme. Nous rendrons compte au Conseil d'administration des résultats de cette enquête.

Même si cette année a été bouleversée par la COVID-19, des menaces encore plus lourdes pèsent sur les populations rurales du monde entier.

Au premier rang de ces menaces figurent les changements climatiques. La semaine dernière, il a été indiqué dans la revue *Nature* qu'à l'échelle de la planète, plus de la moitié des océans subissent sans doute déjà les effets des changements climatiques. Selon un autre rapport, les quantités d'eau disponibles sont en baisse du fait de l'action des hommes, et les saisons sèches sont en train de devenir plus extrêmes. En outre, il semble qu'un vaste phénomène migratoire dû aux changements climatiques s'est déjà amorcé. Des scientifiques ont également indiqué que les températures pourraient augmenter davantage au cours des 50 prochaines années que durant les six derniers millénaires.

C'est dans ce contexte que nous lançons le Programme pour la résilience du monde rural. Ce programme permettra de doter les petits producteurs et les pauvres sans terre ainsi que leurs communautés des ressources nécessaires pour gagner en résilience face aux changements climatiques.

Nous sommes tous vulnérables face aux nouvelles maladies. Nous en avons pris conscience avec la COVID-19. Mais, outre le problème sanitaire, si nos systèmes alimentaires s'effondrent, nous serons tous à la merci d'une nutrition inadaptée.

À l'évidence, sur toutes ces questions, le FIDA a manifestement un rôle important à jouer – pas sous forme d'interventions humanitaires, car telle n'est pas notre vocation – mais pour semer les graines de la résilience, afin d'éviter les situations d'urgence à venir.

Je me réjouis à la perspective des discussions constructives qui nous attendent tout au long de cette session du Conseil d'administration.